

Le plan de l'ONU pour lutter contre le « changement climatique » coûtera 61 000 milliards de dollars d'ici 2050

Ron Gray

Ancien chef, PHC Canada

Incroyablement, le coût pour éviter une augmentation de la température mondiale de seulement 2°C d'ici 2050 s'élèvera à 61 000 milliards de dollars. L'effet de la dépense de ces 61 000 milliards de dollars se traduit par des centaines de millions de morts par famine.

C'est l'une des conclusions tirées de *Le changement climatique reconsidéré II : les combustibles fossiles*,¹ produit par le *Groupe d'experts international non gouvernemental sur l'évolution du climat (NIPCC)**. Le NIPCC est un organisme international composé de véritables climatologues, à ne pas confondre avec le GIEC, une organisation dont les prévisions climatiques alarmistes ont été utilisées par l'ONU et les gouvernements nationaux du monde entier pour justifier des politiques économiques et sociales destructrices telles que la politique actuelle de l'ONU en discussion ici.

L'effet économique de cette politique désastreuse de l'ONU serait de plonger le monde entier – mais surtout le monde en développement – dans une récession économique permanente ; et annuler tous les progrès réalisés depuis 1905. Cela condamnera des centaines de millions de personnes à mourir de faim et des milliards d'autres à une pauvreté écrasante. Compte tenu des limites physiques qui empêchent les sources d'énergie alternatives de remplacer complètement les combustibles fossiles, la politique de l'ONU évalue un rapport coût-bénéfice alarmant de 162 : 1, c'est-à-dire le coût des politiques préconisées par l'ONU et actuellement mises en œuvre par Le gouvernement fédéral du Canada représente 162 fois plus que tout avantage prévu !

L'ONU, basant ses propositions politiques sur le Groupe de travail II du Groupe d'experts international sur l'évolution du climat (GIEC), affirme que les émissions de CO₂ doivent être réduites de 40 à 70 % par rapport aux niveaux de 2010 d'ici 2050 afin d'éviter un réchauffement d'environ 2°C (depuis l'époque préindustrielle) qui autrement se produiraient cette année-là (selon leurs modèles informatiques hautement spéculatifs). Puisque la croissance économique est étroitement liée aux émissions de CO₂, le coût d'opportunité de la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) inclut la perte de prospérité économique qui autrement aurait lieu.

Quelle part de votre richesse, présente et future, êtes-vous prêt à abandonner pour 2°C ? Accepteriez-vous une perte de 80 % comme indiqué dans les deux paragraphes suivants ? Et si tous ces sacrifices et ces dépenses ne parvenaient même pas à atteindre environ 2 % ?

L'analyse originale du GIEC... indique que réduire les émissions de GES à 70 % en dessous des niveaux de 2010 d'ici 2050 réduirait le PIB mondial en 2050 de 21 % par rapport aux prévisions de référence. Le PIB mondial serait d'environ 231 000 milliards de dollars, au lieu des 292 000 milliards de dollars actuellement prévus par la Banque Mondiale, soit une perte de 61 000 milliards de dollars.

Le GIEC a également négligé les limites physiques de l'énergie éolienne et solaire qui les empêchent de générer suffisamment d'énergie distribuable (disponible sur demande 24 heures sur 24, 7 jours sur 7) pour remplacer entièrement les combustibles fossiles. La consommation d'énergie doit donc diminuer pour que les émissions diminuent. Si la population mondiale continue de croître, la consommation d'énergie par habitant devra diminuer encore plus rapidement. Une estimation prenant ce facteur en compte révèle qu'une réduction des émissions de GES de 80 % d'ici 2050 réduirait le PIB de 81 %, plongeant le monde dans une récession économique permanente et annulant tous les progrès réalisés depuis 1905 (Tverberg, 2012).

Si nous ne pouvons pas produire la même énergie en utilisant l'énergie éolienne et solaire, quelle quantité êtes-vous prêt à éteindre ? 80% de votre chauffage hivernal ? Et si on supprimait la climatisation en été ? Et bien entendu, les déplacements personnels en voiture et en avion devront être considérablement réduits pour atteindre les objectifs de l'ONU.

Le GIEC estime que le coût d'un changement climatique incessant se situerait entre 0,2 % et 2 % du PIB en 2050, alors que les modèles sur lesquels il s'appuie produisent une estimation moyenne de 0,5 %. C'est l'avantage économique attendu d'un réchauffement d'environ 2 °C d'ici 2050. Étant donné que le coût d'une réduction des émissions de CO₂ de 70 % représente environ 21 % du PIB projeté pour cette année-là, le rapport coût-bénéfice est de 42 : 1. En d'autres termes, réduire suffisamment les émissions anthropiques de GES pour peut-être éviter un réchauffement de 2°C d'ici 2050 coûterait 42 fois plus cher que les bénéfices ! L'estimation de Tverberg (2012), prenant en compte les limites physiques qui empêchent les sources d'énergie alternatives de remplacer complètement les combustibles fossiles, produit un rapport coût-bénéfice alarmant de 162 :1 !

L'analyse coûts-avantages peut également être appliquée aux programmes d'atténuation des gaz à effet de serre pour produire des comparaisons comparables de leur rapport coût-efficacité. Le projet de loi de plafonnement et d'échange examiné par le Congrès américain en 2009, par exemple, aurait coûté 7,4 fois plus que ses avantages, même en supposant que toutes les hypothèses et affirmations du GIEC concernant la science du climat étaient correctes. D'autres projets de loi et programmes déjà en vigueur ont des coûts qui dépassent les avantages dans des proportions allant jusqu'à 7 000 (Monckton, 2016). En bref, même en acceptant les données scientifiques et les scénarios erronés du GIEC, rien ne justifie l'adoption de programmes d'atténuation des émissions de GES.

Conclusion

Les combustibles fossiles ont profité à l'humanité en rendant possible la prospérité qui s'est produite depuis la première révolution industrielle, qui a rendu possible les investissements dans les biens et services essentiels à la protection de la santé humaine et à la prolongation de la vie humaine. Les combustibles fossiles alimentent également les technologies qui réduisent l'impact environnemental d'une population humaine croissante, économisant de l'espace pour la faune et produisant un effet de « verdissement, » grâce auquel les espaces verts de la Terre ont augmenté d'environ 15 % au cours de la dernière décennie.

Le GIEC et les gouvernements nationaux du monde entier affirment que les impacts négatifs du réchauffement climatique sur la santé et la sécurité humaines, actuels ou susceptibles de se produire dans le futur, font plus que compenser les avantages découlant de l'utilisation des combustibles fossiles. Cette affirmation manque de fondement scientifique ou économique. Les avantages des combustibles fossiles ne sont signalés nulle part dans les rapports d'évaluation du GIEC. L'analyse menée [ici dans le](#)

[rapport du NIPCC](#) révèle pour la première fois que presque tous les impacts de l'utilisation des combustibles fossiles sur le bien-être humain sont nets positifs (avantages moins coûts), proches de zéro (aucun avantage ou coût net), ou sont simplement inconnu.

Les prétendus impacts négatifs de la pollution atmosphérique sur la santé humaine sont exagérés par les chercheurs qui violent les critères de Bradford Hill et s'appuient trop sur des études épidémiologiques révélant des risques relatifs faibles. Les impacts négatifs présumés du changement climatique sur la sécurité humaine dépendent de chaînes de causalité ténues qui sont peu étayées par la littérature évaluée par les pairs.

En conclusion, le GIEC et ses homologues nationaux n'ont pas mené d'analyses coûts-avantages appropriées des combustibles fossiles, du réchauffement climatique ou des réglementations conçues pour forcer une transition vers l'abandon des combustibles fossiles. La guerre mondiale contre les combustibles fossiles, qui a véritablement commencé dans les années 1980 et a atteint son paroxysme dans la deuxième décennie du XXI^e siècle, n'a jamais été fondée sur des données scientifiques ou économiques solides.

Les auteurs et contributeurs de *Le changement climatique reconsidéré II : les combustibles fossiles* exhortent les décideurs politiques du monde entier à reconnaître cette vérité et à mettre fin à cette guerre. Notre invité aux discussions du PHC la semaine dernière était Tom Harris, directeur exécutif de [la Coalition internationale pour la science du climat Canada](#). Il connaît très bien ce sujet. Vous pouvez [voir notre interview ici](#).

Le PHC du Canada vous exhorte à exiger de notre gouvernement des données fiables, entièrement examinées, avant de nous enliser davantage dans les taxes sur le carbone. Les Canadiens méritent mieux que des plans de vertu à moitié cuits sans analyse coûts-avantages appropriée avant de frissonner pendant un hiver canadien obligé de se blottir dans leur maison en quête de chaleur.

Il est temps d'arrêter de se laisser prendre à toutes les tactiques de peur utilisées pour obliger les Canadiens à se conformer aux programmes gouvernementaux. Le PHC du Canada fera mieux. [Joignez aujourd'hui !](#)

Notes de bas de page

¹ climatechangereconsidered.org/climate-change-reconsidered-ii-fossil-fuels/

² www.icsc-canada.com

³ www.brighteon.com/f9639a8a-88a0-4997-b6aa-7ebd728c572c

⁴ www.chp.ca/accueil/Rejoignez-nous

Parti de l'Héritage Chrétien du Canada

chp.ca/fr/accueil • NationalOffice@chp.ca • 1-888-VOTE-CHP (868-3247)

PO Box 4958, Station E, Ottawa, Ontario K1S 5J1

Autorisé par l'agent officiel du Parti de l'Héritage Chrétien du Canada et peut être copié.
